

Indépendantistes, autonomistes : le retour de bâton ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 09 août 2024

La conjoncture économique maussade et l'instabilité économique du pays pourraient relancer les velléités indépendantistes dans plusieurs régions françaises. Alors que les émeutes néo-calédoniennes sont encore dans tous les esprits, d'autres mouvances sécessionnistes tentent de raviver la flamme.

C'était il y a 50 ans, les « fellagahs » bretons faisaient sauter l'émetteur ORTF de Roc'h Trédudon dans le Finistère. Un plasticage justifié par la défense de la langue bretonne et qui privera succinctement de télévision un million de bretons. Cet attentat revendiqué par le Front de Libération de la Bretagne (FLB) sera suivi d'autres notamment en Corse et au Pays-Basque où l'indépendantisme prendra des formes particulièrement violentes. En Alsace, à l'exception de la groupusculaire organisation des Loups Noirs, l'indépendantisme prend plutôt une forme institutionnelle et fédéraliste, le parti Unser Land fondé en 2009 s'inscrit dans cette démarche et connaît pour l'heure un succès mitigé.

Les revendications autonomistes et indépendantistes fluctuent au gré des générations de militants plus ou moins radicaux mais surtout de la conjoncture économique et politique. Elles s'épanouissent face à la faiblesse de l'Etat et à l'hypercentralisation de la France mais aussi dans un contexte plus global de mondialisation et de mise en danger des identités locales.

Si la situation de chaque territoire est bien particulière, la crise que traverse le pays pourraient néanmoins donner des ailes aux sécessionnistes, tout comme la gestion calamiteuse de la Nouvelle-Calédonie par Emmanuel Macron.

Le 4 août, des individus cagoulés et armés, se réclamant du Front de libération nationale corse (FLNC) ont ainsi exigé lors d'un rassemblement annuel d'indépendantistes corses le gel du corps électoral sur l'île. Une revendication calquée sur l'actualité néo-calédonienne qu'ils justifient par la percée du Rassemblement national sur l'île de Beauté. Le RN a en effet dépassé la barre des 40 % au dernier scrutin européen. Il est ainsi réclamé que le vote soit réservé aux résidents de plus de dix ans. Une revendication du parti indépendantiste d'extrême gauche Nazione qui illustre bien les contradictions des nationalismes de gauche en Corse comme au Pays-Basque, alliés à des partis immigrationnistes mais qui dénoncent chez eux un « vote communautaire français » dû à un « apport de population » s'apparentant à « une colonisation de peuplement ».

Comme en Nouvelle-Calédonie, le [soutien de l'Azerbaïdjan](#) à une sécession française en Corse est ici palpable et donne une résonance internationale à une revendication nationale.

Le désir d'indépendance des populations, souvent minoritaire, est généralement rattrapé par la raison économique qui semble toujours l'emporter sur les aspirations ou les fantasmes identitaires. Les indépendantistes privilégient ainsi des avancées autonomistes qui leur permettent une plus grande autonomie décisionnelle tout en préservant les précieux subsides de l'Etat central. Un rançonnement qui se fait au détriment des autres régions notamment celles, agricoles, qui nourrissent le pays.

L'incertitude politique, le flottement institutionnel et la conjoncture économique devraient intensifier les revendications. Le travail de sape de la souveraineté française et de toute forme de fierté nationale par les élites pourrait laisser Paris bien démuni par ces ambitions sécessionnistes.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique



09/08/2024 01:00